



Bitsino est un site pygmée Bagyéélis situé sur l'axe Kribi-Lolodorf en passant par Bidou 1 dans l'arrondissement de Lokoundjé. Il a accueilli mercredi, 1er mars 2023 une mission d'investigation de l'Antenne Régional de la Commission des Droit de l'Homme du Cameroun (CDHC) pour le sud avec à sa tête Amany Tchoutat. Il s'agissait pour l'équipe constituée d'experts des domaines, du cadastre, des affaires foncières de l'urbanisme et de l'habitat de collecter les informations nécessaires pour étayer les faits graves évoqués et trouver des pistes de solutions envisageables pour la reconnaissance des droits spoliés et évidemment obtenir réparation le cas échéant.

La mission d'investigation aux allégations d'atteinte au droit à la propriété foncière des populations autochtones **Bagyéélis (Gyéle)** qui vivent dans le département de l'**Océan** et plus précisément dans les arrondissements de **Kribi**, **Bipindi** et de la **Lokoundjé** est un début de solution dans la lutte pour l'émancipation et le bien être qu'aspirent les populations Camerounaises et plus encore lorsqu'il s'agit des minorités.

En effet, notre loi fondamentale, la **constitution Camerounaise** du 18 janvier 1996 dit clairement dans le préambule que : **“ L'état assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ”**. C'est donc pour répondre à la sollicitation de l'Ong **Bacuda (Bagyééli's Cultural and Development Association)** qui lutte pour la préservation des intérêts des peuples autochtones **Bagyéélis** et ce après la saisine de la

Présidente **Jeanne Biloa**, qu'une mission conjointe d'experts en rapport avec le foncier, l'urbanisme et l'habitat est descendue sur le site de **Bitsino** pour des auditions publiques mais aussi pour mesurer l'ampleur du phénomène.

De quoi était-il question?

Il importait aux cadres assermentés de l'Antenne Régional de la **CDHC** pour le Sud ainsi qu'aux experts présents d'écouter: ***“ Ces groupes sociaux et culturels distincts qui partagent des liens ancestraux collectifs avec des ressources naturelles et les terres ou elles vivent, qu'elles occupent et dont elles ont été déplacées ”*** du fait de la déforestation, de l'installation agricoles extensives, des exploitations forestières ou de l'installation de grands projets agro-industriels, à l'instar des **plantations d'hévéa** ou encore de **palmiers à huile**.

Mais l'extrême précarité des **pygmées Bagyélis** coincés dans leurs forêts aux confins des concessions industrielles d'**Hévécam** menace leur vécu et les pousse à brader parfois pour quelques alcools et cigarettes le vaste domaine aujourd'hui en train de passer aux mains des **Bantous** comme ils les désignaient eux-mêmes, lesquelles populations **Fang – Ngoumba** les ont presque réduits à l'état d'esclaves sur leurs propres terres. **Buh Bertin** jeune père de famille de 22 personnes nous explique ses motivations de vente:

“ Quant-il pleut, je n'arrive pas à dormir avec toute ma petite famille et la pauvreté ronge l'homme pas possible. Ça m'a fait du mal pour vendre mais étant le leader de ma communauté je ne suis pas ensemble avec l'Ong Bacuda qui mène ses activités toute seule sans m'inclure. Raison pour laquelle ne pouvant compter sur personne j'ai donné 30 ha à 2 personnes à raison de 110 milles francs CFA/ha. J'ai demandé à ce qu'ils me construisent une maison, c'est elle que vous pouvez voir là-bas ”.

Par contre selon **Christine Akiendé**: ***“ les gens qui vendent le terrain affirment vendre ce qui appartient à leur famille et non à toute la communauté ”***, Ce qui pour ma part reviendrait au même et ne change rien au phénomène. Le drame de ce peuple autochtone, 1er à occuper cet espace est qu'il est réfractaire à la civilisation et tient à tout prix à conserver le même mode de vie qu'il y'a des millénaires: à savoir qu'il vivent exclusivement de la chasse, de la pêche et de la ceuillette mais ont adopté petit a petit l'agriculture à l'instar du cacaoyer et des arbres fruitiers.

Les rous et les tensions sociales générées à la suite des innombrables litiges fonciers décriés par l'Ong **Bacuda** sont tels que si rien n'est fait d'ici un proche avenir on parlera au passé des **pygmées Bagyélis**. Le rapport de force est tellement faible qu'on assiste à un accaparement sauvage des terres appartenant aux **Bagyélis** avec elles mêmes parfois à la manoeuvre.

De la concession au titre foncier...

Il n'y a qu'un seul pas à franchir aussi dans la cadre de la sensibilisation des populations autochtones **Bagyélis** sur les procédures d'immatriculation des terres, il leur a été demandé par le représentant de la Délégation Départementale du **Mindcaf** de l'**Océan** de s'approcher de ses services en vue de l'établissement d'un **titre foncier** englobant la totalité des terres à

sécuriser pour éloigner définitivement les appetis voraces des **Bantous**. Toutefois reste attendue la descente du **20 mars 2023** pour ce qui est du **statut juridique** des terres appartenant aux peuples autoctones **Bagyélis** ainsi que la délimitation du leur patrimoine foncier. Une façon de leur venir en aide car elle constitue une couche vulnérable de la population dans cette partie du pays.